

Audience publique du 17 novembre 2009

Recours formé par la société anonyme ... S.A.,
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise d'impôts

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 25182 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 17 décembre 2008 par la société anonyme ... S.A., représentée par son conseil d'administration actuellement en fonction, comparant par Monsieur ..., administrateur, établie et ayant son siège social à L-..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 29 septembre 2008 portant rejet de sa demande de remise gracieuse d'impôts;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 17 mars 2009 ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en sa plaidoirie à l'audience publique du 23 septembre 2009.

Vu l'avis du tribunal administratif du 7 octobre 2009 prononçant la rupture du délibéré et refixant l'affaire au 21 octobre 2009 pour plaidoiries.

Le juge-rapporteur entendu en son rapport complémentaire, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 11 novembre 2009.

Par taxation d'office pour non remise des livres, comptes salaires et des frais généraux, l'administration des Contributions directes émit en date du 28 octobre 2005 un bulletin de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions portant fixation des compléments de retenue pour les exercices 2001 à 2004 à l'encontre de la société anonyme ... S.A., ci-après « la société ... ».

En date du 6 mars 2006, la fiduciaire de la société ... transmet à l'administration des Contributions directes les bilans de la société ... pour les années 2001 et 2002 et sollicite que la situation de sa cliente soit rectifiée.

Par courrier daté du 26 août 2008, portant le cachet d'entrée de l'administration des Contributions directes du 11 septembre 2008, la société ... s'adresse au directeur de

l'administration des Contributions directes, ci-après « le directeur », afin de solliciter une remise gracieuse des impôts sur salaires pour les années 2001 à 2004.

Par décision du 29 septembre 2008, le directeur répondit en les termes suivants :

« Vu la demande présentée le 11 septembre 2008 par la société anonyme ..., établie à L-..., ayant pour objet une remise d'impôt par voie gracieuse ;

Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996 ;

Considérant que la demande tend à une annulation du décompte de la vérification de l'impôt sur les salaires des années 2001 à 2004 émis le 28 octobre 2005 ;

Considérant qu'en vertu du paragraphe 131 AO, sur demande dûment justifiée endéans les délais du paragraphe 153 AO, le directeur de l'administration des contributions directes accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception de l'impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;

Considérant qu'aux termes du paragraphe 153 AO, le délai pour l'introduction d'une requête est d'une année civile après que le requérant a eu connaissance des faits sur lesquels il entend fonder sa demande ;

En l'espèce, la demande concernant un bulletin du 28 octobre 2005 se situe en dehors du délai susvisé ;

PAR CES MOTIFS

La demande en remise gracieuse est rejetée pour cause de tardiveté. [...] »

Par requête déposée le 17 décembre 2008, la société ... a fait introduire un recours contentieux contre la décision directoriale de rejet du 29 septembre 2008.

Force est de prime abord de constater que la demanderesse ne précise pas si elle entend introduire un recours en réformation ou en annulation, de sorte qu'il y a lieu d'admettre qu'elle a entendu introduire le recours admis par la loi.¹

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 131 de la loi générale des impôts, dite « *Abgabenordnung* », ci-après dénommée « AO », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur portant rejet d'une demande de remise gracieuse d'impôt. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation. Le recours est par ailleurs recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

¹ Voir TA 18 janvier 1999, n° 10760 du rôle, Pas. adm. 2008, v° Recours en annulation, page 475, n° 53 et les références y citées.

A l'appui de son recours la demanderesse fait valoir que la fiduciaire qui l'aurait domiciliée ne lui aurait jamais transmis les documents de l'administration des Contributions directes, de sorte qu'elle n'aurait pas pu les contester dans les délais. Partant, elle sollicite l'annulation des impositions forfaitaires et des intérêts sur les salaires pour les années 2001 à 2003.

Le délégué du gouvernement fait valoir en premier lieu que la décision directoriale déferée relèverait à juste titre que la demande de remise gracieuse aurait été introduite en dehors du délai légal du § 153 de la loi générale des impôts.

En vertu du § 131 AO : *« Sur demande dûment justifiée du contribuable endéans les délais du § 153 AO, le directeur de l'administration des contributions directes ou son délégué accordera une remise d'impôt ou même la restitution, dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable. Sa décision est susceptible d'un recours au tribunal administratif, qui statuera au fond. »*

Force est de constater que le § 131 AO renvoie aux délais du § 153 AO en vertu duquel : *« Wo außer den Fällen der §§ 151 und 152 Erstattungsansprüche aus Rechtsgründen zugelassen sind, erlöschen sie, falls nicht anderes bestimmt ist, wenn sie nicht bis zum Schluss des Jahres geltend gemacht werden, das auf das Jahr folgt, in dem die Ereignisse, die den Anspruch begründen, eingetreten sind. »*

Le délai pour introduire une remise gracieuse expire partant à la fin de l'année civile suivant l'année au cours de laquelle les événements, sur lesquels la demande est fondée, se sont produits.

En l'espèce, à défaut de renseignements factuels de la part de la demanderesse quant aux événements sur lesquels elle base sa demande, il y a lieu de conclure que l'évènement sur lequel la demande est fondée est l'émission du bulletin d'impôt litigieux du 28 octobre 2005, de sorte que le délai pour introduire une demande de remise gracieuse a expiré le 31 décembre 2006. Il s'ensuit que c'est à juste titre que le directeur des Contributions directes a conclu à l'irrecevabilité de la demande pour cause de tardiveté.

Quant au moyen de la demanderesse qu'elle n'aurait pas pu introduire un recours dans les délais étant donné que sa fiduciaire ne lui aurait pas transmis les courriers de l'administration des Contributions directes, moyen sur lequel le délégué omet de prendre position, force est de constater que le relevé de forclusion pour une réclamation tardive ne peut être demandé pour la première fois en introduisant un recours au tribunal administratif, mais doit être introduit selon les prescriptions du § 87 AO devant le directeur de l'administration des Contributions directes.² En l'espèce, la demande de remise gracieuse du 26 août 2008 devant le directeur, ne contient aucune demande en ce sens, de sorte que même à qualifier l'explication de la demanderesse selon laquelle la fiduciaire en charge du dossier ne lui aurait pas continué les courriers de l'administration des Contributions directes de demande en relevé de forclusion, elle ne saurait aboutir faute d'avoir été formulée auparavant devant le directeur. En effet, la compétence du tribunal administratif est délimitée par la décision lui déferée et par l'objet de la demande initiale. Partant, le moyen afférent laisse d'être fondé.

² Voir TA 22 septembre 2003, n° 15977 du rôle, Pas. adm. 2008, v° Impôts, page 316, n° 540.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond le déclare non fondé et en déboute ;

condamne la demanderesse aux frais ;

Ainsi jugé par :

Catherine Thomé, premier juge,
Claude Fellens, juge,
Françoise Eberhard, juge

et lu à l'audience publique du 17 novembre 2009 par le premier juge, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Catherine Thomé

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 17.11.2009

Le Greffier du Tribunal administratif